

L'ENTRETIEN DU JEUDI

# Il mène des enquêtes au long cours

**PIERRE DAUM** Ce journaliste a sorti de l'oubli 20 000 Indochinois immigrés de force dans notre région



En 2014, en Camargue, une stèle sera érigée à la mémoire des 20 000 travailleurs indochinois recrutés de force en 1939 par l'État français pour venir suppléer dans les usines d'armement les ouvriers français partis sur le front allemand. L'histoire de ces travailleurs de force, traités avec inhumanité en France, injustement considérés comme des trahis au Vietnam, était bizarrement tombée dans l'oubli. Jusqu'à ce qu'un journaliste curieux découvre au musée du riz du Sambuc, qu'ils sont à l'origine de la riziculture camarguaise. Rencontre avec ce journaliste nommé Pierre Daum.

**C**e pourrait être un polar. Le mystère des 20 000 travailleurs portés disparus, engloutis dans les oubliettes de l'Histoire, entre les années quarante et cinquante. L'enquête débute en 2005. Ce n'est pas un policier qui s'y colle, mais un journaliste de 39 ans, Pierre Daum, tout juste nommé correspondant de *Libération* à Montpellier.

**Comment avez-vous découvert cette histoire ?**

En 2005 donc, la société *Panzani* ferme son usine *Lustucru* d'Arles, qui conditionne le riz *Taureau Ailé* produit en Camargue. "Libé" me demande de couvrir les manifs des ouvriers. Je ne connaissais rien à la riziculture, je décide de m'arrêter en passant au musée du riz au Sambuc. Là, dans un coin un peu obscur, je vois une photo en noir et blanc, avec deux Indochinois en train de repiquer du riz, et cette légende: "1942. Des Indochinois venus planter du riz en Camargue". Je trouve bizarre que des Indochinois se soient réveillés un matin en se disant "tiens, je vais m'acheter un billet de bateau, voyager un mois pour aller planter du riz au Sambuc!" Alors j'ai commencé à poser des questions, à fouiller dans les archives, bref à enquêter.

Et j'ai découvert qu'en 1939, pour remplacer dans les usines les Français partis à la guerre, l'État français a enrôlé de force, en Indochine, 20 000 jeunes hommes qu'elle a mis dans des bateaux direction Marseille. La prison des Beaumettes qui venait juste d'être construite, a servi de centre de gestion. Les travailleurs indochinois, étaient formés en compagnie de 250 hommes, il y en a eu 73 qui ont été réparties entre les 15 poudreries françaises. Il y en a eu 5 à Sorgues, Saint-Chamas/Miramas, Toulouse (qui est devenue AZF), Saint-Médard près de Bordeaux, à Bergerac et Angoulême.

En juin 1940, la France signe l'armistice avec l'Allemagne. Les poudreries sont fermées. La France organise le rapatriement des Indochinois, mais le blocus britannique interrompt vite les opérations. 4 400 seulement ont pu repartir. 15 000 sont restés, mis par le gouvernement de Vichy à la disposition des patrons - entreprises publiques ou privées - qui avaient besoin de main-d'œuvre. Ils ont été nombreux en Camargue, dans les rizières et aux Salins de Giraud.

**Quel statut avait ces travailleurs ? Ils étaient rémunérés ? Libres de leurs actes ?**

Ni l'un ni l'autre. C'était un système d'internement avec du travail forcé non rémunéré. Les patrons payaient à l'État

leurs heures de travail 30% moins cher que les travailleurs français, mais on n'a pas de traces que l'État ait répercuté ces paiements sur la main-d'œuvre immigrée. Dans notre région, ils vivaient dans des camps à Mazargues (Marseille), à Sorgues dans le Vaucluse, et à la limite de Saint-Chamas et Miramas dans les Bouches-du-Rhône. Ils avaient froid et faim, et leur internement était rendu encore plus pénible par la mentalité raciste des commandants de camps qui considéraient les Indochinois comme des sous-hommes et qui pillaient leurs maigres rations alimentaires. C'est le seul exemple connu de colonialisme à l'intérieur des frontières de l'Hexagone.

**Que sont-ils devenus après guerre ?**

Après la guerre, un millier de ces travailleurs indochinois parce qu'ils avaient rencontré une Française, en étaient tombés amoureux, ont choisi de rester en France et d'y fonder une famille. Les autres ont dû attendre encore de longues années pour pouvoir rentrer chez eux. L'État a commencé leur rapatriement en 1948 et il s'est poursuivi jusqu'en 1952. Au Vietnam, ils ont été injustement soupçonnés d'avoir trahi leurs pays.

En France, on les a oubliés. Quand j'ai commencé à me rendre là où étaient les camps, notamment à Sorgues et Saint-Chamas, il n'y avait plus rien, on n'en savait plus rien. Il y avait seulement les témoi-

**"Soudain, les mémoires se sont réveillées, les gens se sont souvenus avoir vu un camp"**

gnages de leurs descendants. 67 ans après la fin de leur internement, j'ai pu retrouver, rencontrer et interviewer 25 survivants, en France et au Vietnam. J'ai confronté leurs témoignages avec les archives, et j'en ai fait un livre, *"Immigrés de force, les travailleurs indochinois en France (1939-1952)"* paru chez Acte Sud en 2009. Je l'ai présenté dans les villes concernées par cette histoire. J'ai rencontré les descendants des travailleurs indochinois. Beaucoup m'ont remercié d'avoir raconté ce que leurs pères, décédés, ne leur a jamais raconté, mais dont ils soupçonnaient que cela avait été très dur.

Et soudain, les mémoires se sont réveillées, les gens se sont souvenus, avoir vu un camp ou rencontré ces travailleurs, soudain j'ai eu des témoignages.

Les élus ont à leur tour reconnu ce que leurs villes devaient à ces Indochinois. Hervé Schiavetti, le maire d'Arles, a été le premier élu de la République, en 2009, à organiser une cérémonie d'hommage, à dire que le riz de Camargue, c'est à ces hommes-là qu'on le doit. En 2011, il y a eu l'hommage commun des élus de Miramas et Saint-Chamas, avec le dévoilement d'une plaque dans le parc de la Poudrerie, puis à Sorgues en 2012. Enfin il y a ce projet de stèle nationale en Camargue, aux Salins de Giraud, ce sera en 2014. Il devrait y avoir une cérémonie grandiose avec la participation de membres du gouvernement.

**C'est curieux ce silence de soixante-dix ans de ces travailleurs immigrés de force.**

Les raisons on les connaît c'est le vrai malaise de la société française envers son passé colonial. On n'arrive pas à faire face, donc on enfouit dans le silence, on oublie.

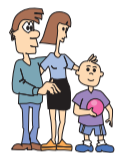
Colette AUGER  
CAuger@laprovence-presse.fr

"Leur internement était rendu encore plus pénible par le racisme des commandants".

**Pierre DAUM en bref**

1971

La famille Daum quitte Thionville (57) pour Martigues, Pierre a 4 ans



1984

Bac à Paris, début des études à La Sorbonne

1989-1990

CAPES de lettres modernes, seule année de professorat à Verdun (54)



1991-1993

Deux années de voyage autour du monde



1995

Pigiste à Vienne pour divers journaux européens dont Libération

2004

Correspondant de Libération à Montpellier pour le Languedoc Roussillon



Infographie RA

**LE RIZ ET LE SEL**

- Introduite en Camargue par le roi Henri IV, la culture du riz est restée marginale. Elle a été relancée en 1927 pour abaisser la salinité des terres et les rendre propices à d'autres cultures. Le riz, de très mauvaise qualité, servait à nourrir les cochons. À partir de 1942, les travailleurs indochinois, appliquant les techniques séculaires en usage dans leur pays, ont rendu comestible le riz camarguais, les surfaces cultivées passent en un an de 500 à 3000 ha de superficie, le riz fait son entrée dans les recettes françaises.  
- La main-d'œuvre immigrée a également été utilisée par les Salins de Giraud, propriété de Péchiney. Les immigrés de force travaillaient dans des conditions extrêmement pénibles, dues à la réverbération du soleil sur le blanc du sel en été, et au Mistral glacial en hiver, les hommes étant pieds nus dans les marais.

**L'HISTOIRE**

## "Si vous voulez rencontrer un Pied-Noir d'ici"

Martigues et Saint-Chamas, Arles et Montpellier, Alger et Bougie... L'histoire de Pierre Daum aurait pu s'écrire le long des côtes dentelées de la Méditerranée. Mais, comme il aime à dire, "c'est beaucoup plus complexe que ça". Premier chapitre en Lorraine, au pied des hauts-fourneaux de Thionville. Il a 4 ans et quelques mois quand son père est nommé à Fos-sur-Mer. La famille s'installe à Martigues.

Le jeune homme entre en terminale quand son père est à la direction d'Usinor-Sacilor, dans les tours de La Défense à Paris. "J'avais un peu l'accent, je faisais un peu plouc dans ce lycée parisien", se souvient-il. Le Bac en 1984 et aussitôt, "Khagne hypokhagne, c'était le chemin que je m'étais fixé. Le journalisme? J'en rêvais, oui, mais dans ma tête, il fallait que je fasse Normale Sup".

À la place, ce sera la Sorbonne, un Capes de lettres modernes. En 1989, Pierre Daum est nommé professeur de lettres à Verdun. "Entre l'Éducation Nationale et moi, le courant n'est pas passé, se marre l'ex prof. J'ai

fait mon sac et je suis parti". Suivent deux années "et demi" de tour du monde. Nouvelle Zélande, Australie, Malaisie, Vietnam, Chine, Russie, Scandinavie, etc.. "Je vivais de mes économies et de petits boulots". Au Danemark, en 1993, il rencontre une Slovaque vivant en Autriche. Il la suit à Vienne, et s'y installe. "Je donnais des cours de français pour adultes, et un jour, mon vieux rêve de journalisme m'est revenu. À l'occasion d'un festival de cinéma, j'ai proposé mes services, par un fax à leur standard, à Libération et au Monde. Ça a marché!"

"Après une année de piges sur des sujets de culture, j'ai proposé un premier sujet "so-ciété", sur la xénophobie de la droite autrichienne qui a été pris par le Monde Diplomatique, j'ai eu l'impression d'avoir gagné mes galons de journaliste". Ce n'est pas qu'une impression car l'extrême-droite entre au gouvernement de Vienne et désormais ses papiers se vendent comme des petits pains, au Monde et à Libé, et de la Tribune de Genève à la Libre Belgique. "En 2000, le poste de correspondant de Libération à Vienne s'est libéré. J'y suis resté trois ans. Quand j'ai eu

envie de bouger, ils m'ont proposé le même poste, à Montpellier". On est en 2004. Pierre Daum découvre son nouveau domaine, le Languedoc et le Roussillon, jusqu'aux portes de la Provence, Arles, la Camargue, la riziculture et ses pionniers indochinois. Ce chapitre-là n'est pas clos que déjà le journaliste en ouvre un autre. Algérien celui-là. "En 2006, Georges Frèche le maire de Montpellier s'en prend aux harkis. Je n'avais jamais travaillé sur le dossier algérien, je découvre son ampleur. L'année suivante, une association de Pieds-Noirs organise un voyage à Bejaïa, l'ancienne Bougie. Ils sont 130 à partir, je décide de "couvrir" leur retour au pays. Et là le coup de chance, un Algérien de Bejaïa qui me dit "si vous voulez rencontrer un Pied-Noir d'ici, allez voir au garage Pax en bas de la rue, j'y suis allé". Ainsi débute l'enquête sur les 200 000 Pieds-Noirs qui en 1962 ont fait le choix de rester en Algérie. "J'ai fait plusieurs papiers pour plusieurs journaux, puis Acte Sud m'a demandé un bouquin." Le prochain chapitre? Pierre Daum n'en a aucune idée, trop occupé encore à rédiger les pages Indochine et Algérie.

**LE FILM DE LAM LE**

Le documentaire *Công Binh, la Longue Nuit Indochinoise*, du réalisateur Lam Le, est sorti sur les écrans français le 30 janvier dernier. Le lendemain, le film était présenté à Arles, par Lam Le et Pierre Daum. "Lorsque "Immigrés de force, les travailleurs indochinois en France" est paru chez Acte Sud, j'ai eu plusieurs propositions de maisons de production pour que je signe les droits d'adaptation de mon livre, pour des formats télévision de 52 minutes ou plus long pour le cinéma, confie Pierre Daum. Puis le réalisateur vietnamien Lam Le m'a proposé un documentaire assez long, pour le cinéma. J'ai accepté son offre et je suis devenu en quelque sorte son conseiller historique, je l'ai mis en relation, en France et au Vietnam, avec les personnes que j'avais interviewées, ce qui lui a facilité la tâche".